



**École
Des
Collines**

Plan de lutte contre la violence et l'intimidation 2025-2026

de résolution: CE/24-25-42

Centre
de services scolaire
de Rouyn-Noranda

Québec 

Plan de lutte 2025-2026

Équipe de travail :

Mme Catherine Perreault, directrice d'établissement
L'ensemble de l'équipe-école et du service de garde

Personne chargée de coordonner les travaux de l'équipe de travail:

Mme Catherine Perreault, directrice

Mandats de la direction d'école:

Rédiger les documents en lien avec le plan de lutte;
Partager les informations du plan de lutte à l'ensemble de l'équipe-école et du service de garde;
Favoriser la mise en place des moyens inscrits au plan de lutte (planification, activités etc.);

Mandats de l'équipe-école et du service de garde:

Mettre en œuvre une démarche concertée pour l'amélioration du climat scolaire;
Réévaluer les moyens mis en place régulièrement;
Arrimer le plan de lutte avec le projet éducatif de l'établissement.

Dates de rencontres de l'équipe de travail : Septembre 2025, novembre 2025, janvier 2026,
mars 2026 juin 2026

Section 1- Analyse de la situation

L'école des Collines est une école en milieu rural à Rouyn-Noranda. Cette école accueille des classes du préscolaire et du primaire.

L'établissement dessert le secteur de D'Alembert ainsi que celui de Destor. Chaque année, environ 125 élèves y sont inscrits. Les services d'éducation spécialisée sont dispensés à temps partiel depuis quelques années (environ 90%). De plus, l'école doit partager la direction et la secrétaire avec l'école de Cléricky- Mont-Brun.

La majorité de nos élèves arrivent en autobus puisque le territoire d'assignation est très grand. Le midi, le service de garde reçoit environ 55 élèves et celui de la surveillance du midi environ 70. Tous nos élèves dînent à l'école; il n'y a pas d'élèves marcheurs. Nous avons une clientèle qui est relativement stable.

Défis :

En 2024-2025, nous n'avons pas remarqué une hausse des gestes de violence dans notre école. Les manifestations les plus fréquentes de gestes de violence sont les formes physiques (préscolaire, 1^{er} et 2^e cycle) et verbales (3^e cycle). Certains comportements d'agression ont nécessité des interventions avec les TES (réflexion, lettre d'excuses, rencontre individuelle des élèves concernées, médiation, geste de réparation, suspension à l'interne). Un sondage réalisé auprès des élèves démontre toutefois que la majorité d'entre eux ont un sentiment de sécurité favorable face à l'école. Ce sondage révèle également que peu d'élèves s'identifient eux-mêmes comme intimidateur mais que la majorité ont déjà été témoins d'un geste de violence et / ou d'intimidation.

En 2025-2026, il sera nécessaire de poursuivre le travail de prévention avec l'ensemble des élèves sur le plan des habiletés sociales et de la résolution de conflit pacifique. Le sondage révèle que les élèves en bas âge ignorent les actions à poser lorsqu'ils sont témoin d'une situation de violence et / ou d'intimidation. Un enseignement en ce sens devra être donné. La cour d'école demeure l'endroit où se déroule le plus d'incidents. Les règles de conduite dans la cour d'école doivent être davantage explicites et diffusées à l'ensemble des collaborateurs. Le code de vie de l'école sera acheminé aux parents en début d'année scolaire.

Forces : Un esprit d'entraide est présent chez nos élèves grâce au projet de parrainage organisé par certaines classes. De plus, la stabilité du personnel contribue également au bon climat à l'école des Collines.

Vulnérabilités : La cour d'école et la prise de données

La cour de récréation est un endroit plus propice à la violence et sur l'heure du dîner, les élèves y passent près de 45 minutes. Une meilleure compréhension des règlements dans la cour d'école et davantage de prévention est nécessaire.

Nos prises de données sont incomplètes; c'est pourquoi nous présenterons un sondage sur la violence et l'intimidation auprès de nos élèves afin d'obtenir un meilleur portrait de la situation.

Outils utilisés pour réaliser le portrait de situation : Sondage effectué à deux reprises durant l'année scolaire 25-26 et compilation des écarts de conduite majeurs.

OBJECTIF DU PLAN DE LUTTE

Ce plan s'inscrit dans le projet éducatif de l'école, plus précisément l'enjeu visant le bien-être des élèves.

Il s'inspire des valeurs du projet éducatif de notre école : le respect, l'estime de soi, l'ouverture, la bienveillance, le goût d'apprendre et le sens des responsabilités.

Il répond aux obligations de la loi sur l'Instruction publique (LIP) à l'égard de l'intimidation et de la violence à l'école.

Enfin, il se veut un outil de référence pour les élèves, les parents et les membres du personnel en matière de prévention et d'intervention face aux actes de violence.

Nos priorités

- 1. Outiller les élèves, les parents et le personnel à reconnaître et à dénoncer l'intimidation et la violence.**
- 2. Renforcer le sentiment de sécurité chez les élèves.**
- 3. Former le personnel quant aux modalités applicables dans le plan de lutte contre la violence et l'intimidation**
- 4. Assurer une application cohérente et uniforme du code de vie afin d'assurer la sécurité de tous les élèves.**

Constats en lien avec les actes de violence à caractère sexuel :

Notre milieu semble moins concerné par les actes de violence à caractère sexuel. Il est important de demeurer vigilant, de continuer notre prévention, de sensibiliser les élèves, de les impliquer dans notre démarche et d'intervenir adéquatement lorsque ces événements sont observés.

Définition conflit

Le conflit est un désaccord ou une mésentente entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue ou parce que leurs intérêts s'opposent. Le conflit peut entraîner des gestes de violence. Les conflits sont nécessaires pour apprendre, ils font partie de la vie. Ils peuvent se régler soit par la négociation, soit par la médiation. L'intimidation n'est pas un conflit, c'est une agression.

Définition violence

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

Définition intimidation

Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.

Définition actes de violence à caractère sexuel

«Toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique.»

Section 2- Les mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence dans notre école.

Nos objectifs:

Assurer un climat de sécurité



Assurer une application cohérente et uniforme du
code de vie afin d'assurer la sécurité de tous les
élèves.



Outiller les élèves, les parents et le personnel à
reconnaître et à dénoncer l'intimidation et la
violence



Moyens :

Diffusion du code de vie en mettant l'accent sur la responsabilité de l'élève;

Formation et rencontres d'équipe offertes aux surveillantes et éducatrices du SDG en début d'année;

Enseignement d'une méthode de résolution de conflits;

Enseignement explicite des comportements attendus ;

Enseigner et répéter régulièrement les comportements attendus dans tous les groupes;

Harmoniser les pratiques et les interventions entre l'école et le service de garde;

Les élèves reçoivent une formation sur l'intimidation afin de connaître les conséquences possibles pour les intimidateurs en collaboration avec la Sûreté du Québec (3e cycle);

Encourager la dénonciation et assurer la disponibilité de personnes ressources dans l'école ;

Assurer la confidentialité des plaintes et des renseignements;

Organiser un sondage sur le vécu des élèves face à l'intimidation deux fois dans l'année (novembre, mars)

Soutenir les élèves qui vivent une situation d'intimidation, en tant que victime, de témoin ou d'auteur de gestes de violence.

Autres mesures et moyens de prévention :

- Développer et implanter une démarche de résolution de conflit-école (projet bienveillance);
- Soutien à l'apprentissage des habiletés sociales : Favoriser le développement des habiletés sociales dans différents contextes (classe, activité en dyade, récréation, sous-groupe, service de garde, etc.) Ces différents environnements permettent à l'élève, en présence d'adultes bienveillants, d'apprendre à suivre des règles, à exprimer ce qu'il veut, à attendre son tour et à être attentif aux autres;
- Offrir au besoin certaines récréations animées et assurer que la surveillance est adéquate;
- Encourager les élèves à se soutenir et à collaborer entre eux.

Mesures de prévention mises en place en lien avec les actes de violence à caractère sexuel :

S'appuyant sur les recommandations de prévention formulées par différentes organisations, notamment la fondation Marie-Vincent et également sur la base des connaissances en matière d'agression sexuelle de la responsable du dossier Éducation à la sexualité au CSSRN, la prévention des agressions sexuelles devrait s'appuyer, entre autres sur :

1- Des stratégies de prévention d'ordre individuel. Celles-ci font référence à des interventions qui visent la modification de certaines habiletés, de croyances ou de comportements qui sont associés à un risque accru d'être victime ou de commettre une agression sexuelle. Exemple: atelier de sensibilisation sur les stéréotypes sexuels

2- Des programmes éducatifs offerts en milieu scolaire : Les programmes de prévention des agressions sexuelles offerts en milieu scolaire primaire ont comme objectifs de :

- 1) Susciter des comportements d'affirmation chez les enfants ;
- 2) Informer les enfants sur les situations abusives et sur leurs droits (droit de dire non, par exemple) ;
- 3) Contrer certains mythes et croyances populaires liés aux agressions sexuelles ;



#Créelavenir

Les stratégies de prévention sont développées de manière à réduire les facteurs de risque et à renforcer les facteurs de protection qui ont été associés à l'agression sexuelle.

Responsables des mesures de prévention:

Un membre de l'équipe-école est responsable de la mise en place et de l'actualisation des moyens avec différentes personnes. Elle est désignée à la première rencontre du personnel au mois d'août.

Régulation :

Collecte d'informations (sondage auprès des élèves). La régulation sert également à documenter l'évaluation du plan de lutte.

Élément 3 : Collaboration avec les parents

Les parents sont de précieux collaborateurs dès le début de la scolarisation de leur enfant. La cohérence école-famille facilite les interventions auprès de l'élève. Leurs actions et leur soutien contribuent à favoriser un climat scolaire favorable au développement de leur enfant, notamment au niveau de la persévérance scolaire. En visant une véritable collaboration, cela contribue positivement à la recherche de solutions et permet de tout mettre en œuvre afin de favoriser le bien-être et la réussite éducative de l'élève.



Modalités prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration :

Dès le début de l'année scolaire, les parents sont encouragés à participer à la vie scolaire de leur enfant. Nous souhaitons qu'ils se sentent accueillis, valorisés et en relation avec la communauté scolaire.

- Diversifier et faciliter les échanges et le partage entre les parents et les différents intervenants de l'école par différents moyens de communication;
- Rappeler régulièrement l'importance d'encourager leur enfant à dénoncer tous les incidents d'intimidation à un adulte de l'école;
- Encourager les familles à faire appel aux ressources du milieu qui pourraient leur être profitables: Présentation des intervenants lors d'une rencontre d'accueil -afficher la procédure de signalement à différent endroit dans l'école;
- Les parents sont invités à consulter le plan de lutte et le "guide à l'intention des parents" diffusés sur le site internet de notre école;
- Les parents sont invités à lire le code de vie de l'école.

Modalités prévues pour favoriser la collaboration des parents concernant les actes de violence à caractère sexuel :

- Les parents sont invités à participer à une rencontre en début d'année scolaire et informés de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.
- Afficher la procédure de signalement au secrétariat de l'école
- Faire parvenir aux parents un feuillet explicatif sur la violence à caractère sexuel

Élément 4- Modalités pour effectuer un signalement ou formuler une plainte

En début d'année, la direction rappelle à tous les élèves et aux membres du personnel l'importance de signaler tout geste de violence ou d'intimidation dont ils sont victimes ou qu'ils observent. Les élèves peuvent aller voir un membre du personnel ou leur enseignant titulaire pour leur rapporter une situation qui nuit au bien-être ou à la sécurité. Ce message est répété par les titulaires de classe, les techniciennes en éducation spécialisée ainsi que les éducatrices du service de garde. La confidentialité de la personne est assurée. Lors de l'enquête, les élèves ne sont pas informés d'où provient l'information.

Lorsqu'un enfant rapporte à son parent avoir vécu ou été témoin d'une situation de violence ou d'intimidation, nous demandons aux parents d'initialement contacter le titulaire de leur enfant. Si la situation se produit pendant les heures du dîner ou de service de garde, le titulaire verra à diriger le parent vers la bonne ressource au besoin. S'il s'avère impossible de rejoindre le titulaire et qu'une intervention immédiate est nécessaire, il est aussi possible de contacter la direction de l'école en communiquant avec le secrétariat au 819-762-8161 au poste

Modalités prévues à l'école pour signaler un événement ou pour formuler une plainte

Exemples de moyens retenus :

- Présenter les personnes à contacter.
- Effectuer une tournée de classes pour présenter les ressources de l'établissement et à qui les élèves peuvent dénoncer verbalement.

Modalités prévues à l'école pour signaler ou porter plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel :

- Afficher la procédure de signalement ou de plainte concernant les actes de violence à caractère sexuel à des endroits clés dans l'établissement.
- Identifier une personne-ressource pour obtenir du soutien afin de signaler ou porter plainte.

1

Si vous souhaitez dénoncer en toute confidentialité une situation de violence ou d'intimidation, il faut s'adresser d'abord à la directement concernée (enseignante ou TES).

TES de l'école : Dominik Couture

Numéro de téléphone : **819 762 8161** poste 8815

2

Si le parent est insatisfait, de la manière dont la situation a été traitée, il peut avoir recours à la direction de l'école au poste 8801.

3

S'il demeure insatisfait, il peut avoir recours au responsable du traitement des plaintes du centre de services scolaire, M. Stéphane Morrissette, secrétaire général, en composant le numéro 819-762-8161 poste 1220 ou par courriel : secgen@cssrn.gouv.qc.ca

4

Si l'élève ou son parent est toujours insatisfait du traitement de sa plainte, ou si le délai de 15 jours ouvrables est dépassé, il peut communiquer avec le protecteur régional de l'élève de sa région.

L'élève ou son parent peut choisir le mode de communication qui lui convient le mieux entre :

Formulaire de plainte Web : <https://pne.gouv.qc.ca/portal#...>

Téléphone ou texto: 1 833 420-5233

Courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

Formulaire de plainte Web : <https://pne.gouv.qc.ca/portal#...>

Courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

Téléphone ou texto: 1 833-420-5233

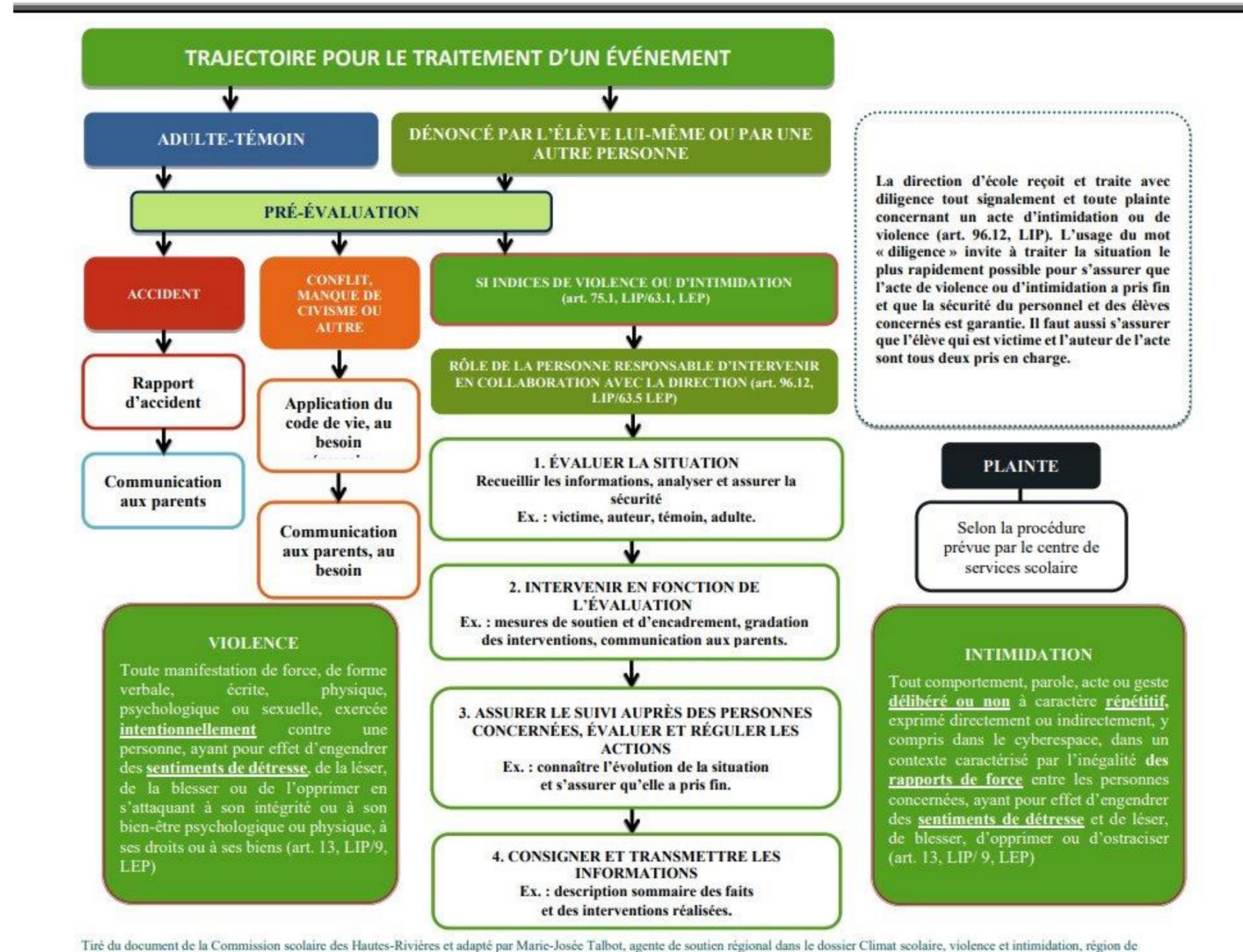
Sachez toutefois que vous pouvez faire appel directement au protecteur régional de l'élève pour une plainte concernant les violences à caractère sexuel.

L'OBLIGATION DE SIGNALER AU DPJ DEMEURE

Élément 5- Actions à prendre à la suite d'un geste d'intimidation ou de violence

Il est de la responsabilité de tout adulte témoin d'intervenir pour assurer la sécurité de chacun

RESPONSABILITÉS DES PREMIERS INTERVENANTS/adulte témoin (ex. : enseignants, éducateurs, surveillants)	RESPONSABILITÉS DU DEUXIÈME INTERVENANT (ex: direction, professionnels, TES)
Violence et intimidation	Violence et intimidation
<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Mettre fin au comportement inadéquat <input checked="" type="checkbox"/> Nommer le comportement attendu en lien avec le code de vie <input checked="" type="checkbox"/> Orienter l'élève vers les comportements attendus <input checked="" type="checkbox"/> Vérifier sommairement l'état de la victime <input checked="" type="checkbox"/> Consigner et transmettre à l'équipe d'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Rencontrer séparément les élèves impliqués (témoins, victimes, auteurs) pour documenter la situation : nature de l'événement, sa gravité et les personnes impliquées. <input checked="" type="checkbox"/> Évaluer les circonstances <input checked="" type="checkbox"/> Évaluer le risque de récurrence. <input checked="" type="checkbox"/> Identifier les mesures de soutien ou d'encadrement à mettre en place • Assurer le suivi des interventions <input checked="" type="checkbox"/> Informer les parents et les impliquer dans les mesures de soutien <input checked="" type="checkbox"/> Consigner la situation



Le directeur de l'école voit à la mise en œuvre du plan de lutte... Il reçoit et traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.. Art.96.12 (LIP)

Interventions concernant les violences à caractère sexuel

Protocole concernant les violences à caractère sexuel Un élève vous fait des confidences concernant un abus sexuel...

Ajouts d'actions, 1er intervenant	Ajouts d'actions , 2 ^e intervenant
<p>ACTIONS qui doivent être prises lorsqu'un acte est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Assurer la sécurité de la personne. → Écouter la personne sans porter de jugement. → Porter une attention particulière à la confidentialité. → Dans un contexte de comportements sexualisés, se référer au guide ou protocole de votre CSS. Il est primordial d'intervenir en tout temps comme 1er intervenant et de référer au 2e intervenant selon l'évaluation de la situation. • Dans un contexte de soutien, référer à l'intervenant de l'école identifié à cet effet. 	<p>ACTIONS qui doivent être prises lorsqu'un acte est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Rencontrer séparément les élèves impliqués (témoins, victimes, auteurs) pour documenter la situation : nature de l'événement, sa gravité et les personnes impliquées. → Évaluer les circonstances : accidentelles ou délibérées et motivées par quelle émotion (ex. : plaisir, peur, colère, recherche d'attention, pouvoir, vengeance, pression des pairs). → Évaluer la légalité de l'acte. → Évaluer le risque de récurrence. → Évaluer si l'auteur et les témoins utilisent des justifications. → Si l'élève ou l'école porte plainte, cesser immédiatement l'investigation pour ne pas nuire à l'enquête policière. → Informers les parents et les impliquer dans les mesures de soutien.

1 ^{er} INTERVENANT	2 ^e INTERVENANT (La personne assignée à notre milieu est responsable de la situation).
<p>Violence et intimidation (de nature sexuelle)</p> <p>Étape 1 : Écouter</p> <p>Étape .2 : Prendre des notes</p> <p>Étape .3. Aviser la direction de l'école</p> <p>Remettre sans délai la Fiche de signalement : comportements sexualisés et violences sexuelles au 2e intervenant.</p> <p>Assurer la confidentialité et le devoir de discrétion</p> <p><u>*Toute personne qui reçoit une confidence ou qui prend connaissance d'une situation à caractère sexuel a l'obligation d'aviser immédiatement la professionnelle désignée par l'école.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans un contexte de divulgation d'un abus sexuel, vous référer rapidement au guide ou protocole d'intervention en matière d'abus sexuels et signaler sans délai au DPJ (entente multisectorielle). 	<p>Violence et intimidation (de nature sexuelle)</p> <p>Étape 1 : Évaluer le niveau de risque pour l'élève :</p> <p>Étape .2 : Rassembler l'information nécessaire</p> <p>Étape .3 : Signaler la situation</p> <p>Étape 4 : Offrir un soutien</p> <p>La Loi sur la protection de la jeunesse stipule que toute personne a l'obligation de signaler à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) une situation où il y a un motif raisonnable de croire qu'une ou un enfant ou qu'une adolescente ou un adolescent est victime d'abus sexuel ou d'abus physiques (art. 39). La personne qui signale n'a pas la responsabilité de juger de sa recevabilité ni de sa véracité. Cette responsabilité revient à la DPJ.</p>



Élément 6- Les mesures de confidentialité



Les élèves victimes ou témoins, de même que leur famille, hésitent parfois à dénoncer par crainte des représailles. C'est pourquoi l'école assure la confidentialité de tous les signalements reçus.

Actions à prendre lors d'un acte de violence à caractère sexuel concernant la confidentialité:

Les mesures de confidentialité à mettre en place pour assurer le suivi lors d'un acte de violence à caractère sexuel.:

- La notion d'intimité, liée à la sexualité, renforce la pertinence de se préoccuper de la confidentialité.
- Ne pas utiliser le talkie-walkie lors de ces situations.
- S'assurer que seulement un minimum de personne ait accès à la consignation d'information informatisée.
- Dans le cas de divulgation d'un abus sexuel, sécuriser la personne et lui nommer que vous avez l'obligation de signaler à la DPJ.

Voici les mesures en place dans notre école :

- Modalités de déclaration d'événement favorisant le respect de la confidentialité ;
 - Intervention individuelle auprès des personnes impliquées ;
 - Ne pas révéler le nom des élèves impliqués lors de la communication aux parents. Pour chaque parent, donner uniquement l'information qui concerne leurs enfants.
- * Toutes les démarches entreprises seront faites avec discrétion et les situations ne seront jamais discutées devant des personnes qui ne sont pas concernées par la situation signalée.
- Nous assurons la protection des informations personnelles et préserver l'anonymat permet d'éviter la stigmatisation, amène un sentiment de sécurité et favorise le dévoilement ainsi que le traitement de la situation en toute confiance.

L'échange d'information reste nécessaire pour agir efficacement et assurer la sécurité des élèves dans les différents lieux de l'école. Deux balises permettent de cerner l'absolue nécessité d'échanger une information concernant un élève :

Lorsque cette information compromet le développement ou la sécurité de l'élève.

Lorsque l'ignorance de cette information par l'un ou l'autre des intervenants peut causer préjudice à l'élève.

Éléments permettant d'assurer la confidentialité :

- Rappel des principes de confidentialité au personnel scolaire lors des rencontres d'équipe-école ou d'équipes-cycle, etc.
- Fiches de signalement et notes d'intervention consignées dans des endroits sécurisés et restreints.

Élément 7 : Mesures de soutien et d'encadrement

Mesures de soutien et d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins.

Nous favorisons une approche éducative et de responsabilisation, de soutien et d'encadrement

La direction se réserve le droit de déterminer le niveau d'intervention selon la gravité du geste posé ou de ses conséquences sur la victime, peu importe le caractère répétitif ou intentionnel de la personne ayant commis le geste d'agression. Selon la situation, une plainte policière pourrait être faite. En cas de récidive, un protocole d'intervention ou un plan d'intervention pourrait être mis en place.

<p>Suivis réalisés pour s'assurer que la situation est réglée :</p> <p>MESURE DE SOUTIEN pour l'élève victime</p> <p>Notre école se préoccupe de la sécurité et du bien-être des victimes. Pour ce faire, l'école :</p>	<p>Suivis réalisés pour s'assurer que les témoins restent vigilants et se responsabilisent lors d'une situation.</p> <p>MESURE DE SOUTIEN pour l'élève témoin</p> <p>L'école favorise l'engagement et les actions des témoins en créant un milieu scolaire sécurisant ou la défense de la victime et les valeurs non violentes sont perçues favorablement. Pour ce faire, l'école :</p>	<p>Mesures de soutien de l'élève auteur pour favoriser un changement de comportement</p> <p>MESURE DE SOUTIEN pour l'élève auteur</p> <p>Notre école :</p>
<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Pourvoir à la mise en place des modalités nécessaires pour assurer la sécurité de l'élève victime (établissement d'un filet de sécurité); <input checked="" type="checkbox"/> Évaluer l'impact de la situation pour la victime; <input checked="" type="checkbox"/> Mettre en œuvre un suivi planifié auprès de l'élève : Au besoin, prévoir des rencontres ponctuelles ou régulières avec la TES; <input checked="" type="checkbox"/> Assurer un climat d'écoute et de confiance; <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les stratégies d'une saine affirmation de soi; <input checked="" type="checkbox"/> Informer et assurer un suivi auprès des parents. 	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assurer la protection des élèves en répondant rapidement aux manifestations de violence ou d'intimidation; <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaître l'incident et rassure les élèves; <input checked="" type="checkbox"/> Assurer la disponibilité d'un adulte lors d'un événement; <input checked="" type="checkbox"/> Assurer que les témoins soient informés que la situation est prise en charge; <input checked="" type="checkbox"/> Valoriser le rôle de témoin et offrir la possibilité d'un suivi confidentiel à tout témoin qui en exprime le besoin, à court et moyen terme. 	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assurer un suivi auprès de l'élève : Déployer des stratégies d'entraide éducatives pour mettre fin à la situation (gestion de la colère, développer des habiletés sociales, etc.); <input checked="" type="checkbox"/> Accompagner la famille vers des ressources, au besoin; <input checked="" type="checkbox"/> Appliquer les sanctions prévues pour contrer la violence et l'intimidation; <input checked="" type="checkbox"/> Enseigner les comportements attendus ; <p>Nous favorisons une approche éducative et de responsabilisation, de soutien et d'encadrement;</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Renforcer les progrès de l'élève .

Les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à la victime / à l'auteur/ au témoin dans le cadre d'un acte de violence à caractère sexuel.
Se référer au protocole d'intervention concernant les comportements sexualisés et violences à caractère sexuel

* Assurer la sécurité de la victime (la personne doit se sentir en sécurité).

* Laisser parler la victime sans poser des questions

Élément 8- Les SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Les sanctions sont des moyens mis en place pour responsabiliser le jeune lorsqu'il a besoin de l'adulte pour le soutenir dans cette démarche. Les sanctions donnent à l'auteur et au groupe l'indication très claire que ces comportements sont interdits bien qu'à elles seules, elles ne répondent pas au besoin d'être soutenu dans le développement de leurs compétences.

Les sanctions à la suite d'un événement de violence ou d'intimidation sont à déterminer en fonction de l'analyse des besoins particuliers des élèves concernés (au regard de la nature, de la gravité, de la fréquence et de la légalité des gestes posés). Les sanctions disciplinaires ne peuvent pas s'inscrire dans un registre d'automatisme.

Pour chaque situation, une analyse de la situation sera réalisée et celle-ci permettra de guider la prise de décision concernant les sanctions.

Sanctions disciplinaires possibles :

- Réflexion sur la situation
- Excuses, réparation
- Travaux communautaires
- Perte de privilège (accès à des lieux, participation à des activités)
- Perte d'autonomie (encadrement strict)
- Mise à l'écart lors des moments où l'intimidation s'est produite
- Implication de l'agent sociocommunautaire
- Suspension interne, suspension externe
- Renvoi de l'école (mesure exceptionnelle)

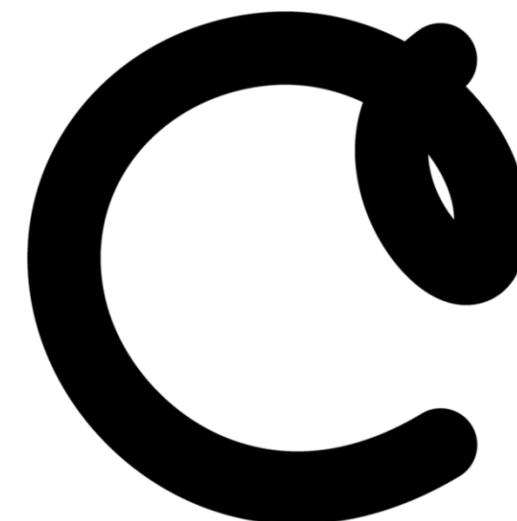
Interventions éducatives possibles :

- Contrat d'engagement
- Geste de réparation
- Travaux communautaires
- Soutien individuel à fréquence rapprochée, etc.

Dans toute prise de décision concernant les sanctions et les interventions éducatives, il est important de rassembler les personnes concernées et de réfléchir en équipe dans une démarche concertée.

Actions à prendre lors d'un acte de violence à caractère sexuel

Elles seront mises en place en tenant compte des circonstances, de la nature de l'acte, de la gravité, de la fréquence et de la légalité des gestes posés. Dans le cas où il y aurait eu des accusations et des conditions de remise en liberté, la direction peut demander l'accès au jugement pour appliquer les mesures de protection imposées. Il est important de se référer au protocole d'intervention à cet effet, ainsi qu'aux ressources d'aide spécialisées au besoin (fondation Marie-Vincent, CALACS, CAVAC, etc.)



Élément 9 : Suivi des signalements ou des plaintes

Suivi du signalement

Lorsqu'un acte de violence ou d'intimidation est rapporté ou observé, l'équipe-école procède d'abord à une collecte d'informations auprès des élèves concernés ou des témoins. Il est donc possible que le service d'éducation spécialisée soit impliqué à ce niveau pour arriver à faire la lumière sur la situation. L'intervenant rencontre tous les élèves impliqués et recueille la version de chacun.

La situation est par la suite analysée par les intervenants qui décident du niveau d'intervention qui s'applique selon la gravité du geste de violence ou de sa répétition. Dans les cas où la situation correspond à la définition d'un acte de violence ou d'intimidation, la direction est avisée pour décider des conséquences logiques à appliquer en collaboration avec d'autres membres de l'équipe-école au besoin. Le titulaire ou le service d'éducation spécialisé fera un retour avec les parents des élèves concernés sur les résultats de l'enquête et les moyens d'intervention prévus pour son enfant.

L'élève victime d'un geste de violence fera l'objet d'une attention particulière au même titre que la personne ayant commis le geste d'agression. S'il y a lieu et que les parents l'autorisent, l'élève pourra être suivi par un professionnel de l'école. La direction s'assure que les mesures d'aide nécessaire pour chaque élève soient mises en place. L'intervention auprès des victimes prend fin lorsque la situation est complètement résolue et que l'élève exprime se sentir de nouveau en sécurité. Il est donc possible que des rencontres de suivi soient prévues dans les semaines suivant l'évènement pour s'assurer du bien-être de chacun des partis impliqués (victimes, témoins, agresseurs).

Le suivi aux personnes concernées est essentiel, il est important de prendre connaissance de l'ensemble de la situation afin d'orienter le suivi et de rassurer les personnes en mentionnant que nous prenons au sérieux le signalement ou la plainte. La direction d'établissement et le personnel impliqués effectueront le suivi en tenant compte de l'analyse de la situation et rapidement s'associeront des partenaires ou ressources spécialisées selon la situation afin de soutenir les jeunes impliqués et leurs parents.

Assurer le suivi auprès des personnes concernées dans le respect de la confidentialité pour :

- S'assurer que la situation a pris fin.
- Effectuer un suivi régulier auprès des élèves impliqués.
- Inviter les personnes à informer l'école si la situation en venait à se reproduire.
- Veiller au respect des engagements de l'élève qui est l'auteur et de ses parents.
- Effectuer un suivi auprès des parents impliqués tout en respectant la confidentialité des jeunes impliqués.
- Informers les parents des modalités existantes pour porter plainte si le dossier n'a pas été traité à leur satisfaction.
- Assurer un suivi auprès de la personne qui dénonce pour la remercier de sa collaboration.
- Bien consigner l'information en toutes circonstances. Cette consignation pourrait servir également s'il y avait un changement de personnel (personne identifiée par la direction). Intervention de suivi de type 2-1-1 (2 jours, 1 semaine et 1 mois après le signalement).

En vertu de l'article 75.1 de la Loi sur l'instruction publique, les établissements scolaires doivent offrir des activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel. Des mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel doivent également être mises en place:

1 Des activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel. Exemples: Une activité de formation obligatoire provenant du MEQ est ou sera offerte aux membres de la direction et aux membres du personnel. Un registre de suivi des activités de formation obligatoires en lien avec les *VACS est ou sera mis en place afin de soutenir la formation continue de l'ensemble du personnel. Un ou des blocs de formations seront offerts par le centre de services scolaire en lien avec les actes de violence à caractère sexuel (s'il y a lieu).

2 Des mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel.
Exemples de mesures de sécurité: Baliser les communications sur les réseaux sociaux entre le personnel de l'établissement scolaire et les élèves. Évaluer le plan de surveillance de l'établissement scolaire afin qu'il soit sécuritaire pour tous et appuyé sur les bonnes pratiques. Éviter lorsque vous êtes témoin d'une situation de partage non consensuel d'images intimes, de regarder les photos ou d'effacer des images. Se référer aux protocoles ou guide de votre établissement ou votre CSS afin d'intervenir de façon efficace et sécuritaire.

Section distincte du plan de lutte contre l'intimidation et la violence qui doit être consacrée aux violences à caractère sexuel

*VACS: Violence à caractère sexuel

Mesures de soutien en lien avec les violences à caractère sexuel, 2^e intervenant

MESURES DE SOUTIEN <u>pour l'élève victime</u> Notre école :	MESURES DE SOUTIEN <u>pour l'élève témoin</u> Notre école :	MESURES DE SOUTIEN <u>pour l'élève auteur</u> Notre école :
<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaît l'incident et rassurer l'élève. <input checked="" type="checkbox"/> Renforce le comportement de dénonciation. <input checked="" type="checkbox"/> Évalue les conséquences de la situation pour la victime. <input checked="" type="checkbox"/> Met en place des stratégies pour éviter une situation ou y réagir. <input checked="" type="checkbox"/> Intensifie, au besoin, les stratégies de prévention prioritaires. <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les comportements attendus. <input checked="" type="checkbox"/> Établit un plan de sécurité. <p>Ex.: rassurer, établir un climat de confiance, évaluer les besoins, faire des rencontres de suivi périodiquement, faire référence à des services d'aide pour un soutien individuel ou de groupe (ex.: habiletés sociales, gestion des émotions, affirmation de soi), impliquer les parents, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaît l'incident et rassurer l'élève. <input checked="" type="checkbox"/> Renforce le comportement de dénonciation. <input checked="" type="checkbox"/> Évalue les conséquences sur le climat du groupe, le niveau scolaire ou l'école. <input checked="" type="checkbox"/> Sensibilise au pouvoir d'action du témoin. <input checked="" type="checkbox"/> Définit des stratégies pour éviter une situation ou y réagir. <input checked="" type="checkbox"/> Intensifie, au besoin, les stratégies de prévention prioritaires. <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les comportements attendus (pouvoir d'agir du témoin). <p>Dans le cas d'une banalisation des gestes : effectuer une intensification de certains apprentissages en éducation à la sexualité (ex. notion du consentement, mythes concernant la séduction, etc.).</p> <p>Ex.: rassurer, préciser que la situation sera prise en charge par... et que son témoignage est confidentiel, sensibiliser au rôle du témoin et ses impacts, collaborer avec les parents, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaît l'incident et amorcer une réflexion avec l'élève sur son comportement. <input checked="" type="checkbox"/> Définit des stratégies pour mettre fin à la situation (ex. : gestion de la colère, dév. des habiletés sociales). <input checked="" type="checkbox"/> Implique les parents pour la mise en œuvre des stratégies. <input checked="" type="checkbox"/> Détermine avec l'élève des engagements à prendre. <input checked="" type="checkbox"/> Intensifie, au besoin, les stratégies de prévention ciblées par l'école. <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les comportements attendus (trouver une réponse acceptable aux besoins) selon un plan d'intervention. <input checked="" type="checkbox"/> Renforce les progrès de l'élève. <input checked="" type="checkbox"/> Applique les sanctions prévues pour contrer la violence à caractère sexuel, selon l'analyse des circonstances, la gravité, la fréquence, l'intensité et les conséquences des actes. <input checked="" type="checkbox"/> Dans le cas où il y aurait eu des accusations, la direction peut demander l'accès au jugement pour appliquer les mesures de protection imposées. <p>Ex: établir un climat de confiance, évaluer les besoins, faire des rencontres de suivi périodiquement pour s'assurer que la situation a bien pris fin, travailler les habiletés sociales (ex.: gestion des conflits, gestion des émotions, empathie), référer à d'autres services, impliquer les parents ou autres partenaires, enseigner les comportements attendus, etc.</p>

Les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à la victime ou à l'auteur ou au témoin dans le cadre d'un acte de violence à caractère sexuel.

INTERVENIR en tout temps.

RENCONTRER individuellement les élèves.

REHAUSSER la surveillance (moments ou lieux).

INFORMER les parents.

INFORMER les professionnels qui travaillent auprès de l'élève (professionnels scolaires et partenaires externes). Etc.